



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement Eau Biodiversité

Pôle Nature Biodiversité Pêche

NOTE DE PRESENTATION

Établie au titre de l'article L120-1 du code de l'environnement dans le cadre de la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la charte de l'environnement.

Objet : Arrêté définissant la liste des communes où la présence du castor d'Eurasie est avérée pour la saison 2018 – 2019 dans le département de la Meurthe-et-Moselle

Pièces associées :

Projet d'arrêté préfectoral 2018-2019
Article R.427-6 du code de l'environnement
Arrêté ministériel du 2 septembre 2016

Cadre réglementaire :

L'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 relatif au contrôle par la chasse des populations de certaines espèces non indigènes, pris en application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement, fixe la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Pour éviter la destruction accidentelle des loutres et castors, espèces protégées, l'article 4 de l'arrêté du 2 septembre 2016 précise que dans le territoire métropolitain de la France, l'usage des pièges de catégories 2 et 5 est interdit sur les abords des cours d'eaux et bras morts, marais, canaux, plans d'eaux et étangs, jusqu'à la distance de 200 mètres de la rive, exception faite du piège à œuf placé dans une enceinte munie d'une entrée de onze centimètres par onze centimètres, dans les secteurs, dont la liste est fixée par arrêté préfectoral annuel, où la présence de la loutre d'Europe ou du castor d'Eurasie est avérée.

Par arrêté préfectoral du 14 mars 2017, les secteurs de présence du castor ont été définis pour le département de Meurthe-et-Moselle.

À ce jour, de nouvelles données de répartition de l'espèce sur le département sont disponibles et demandent une révision de cet arrêté.

Modalités de consultation :

En application de l'article L. 120-1 du code de l'environnement, le projet d'arrêté fait l'objet d'une mise à disposition du public du 11 juin 2018 au 1^{er} juillet 2018.

Le projet d'arrêté ainsi mis à disposition du public est disponible sur le site Internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Les personnes intéressées peuvent faire part de leurs observations, au plus tard le 1er juillet 2018.

– par courrier électronique à l'adresse suivante :

ddt-consultationdupublic@meurthe-et-moselle.gouv.fr

– par écrit auprès de :

DDT – Service Environnement – Eau – Biodiversité – CO 60 025 – 54 035 NANCY Cedex

Les avis devront être réceptionnés avant la date de clôture.

Après la date de clôture, une synthèse des observations reçues, les modifications de la décision et la décision seront mises en ligne pour une durée de trois mois.